



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

# 137<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP

Saint-Petersbourg (Fédération de Russie)  
14–18 octobre 2017



Conseil directeur  
Point 5

CL/201/5b)-R.1  
10 septembre 2017

## Rapport intérimaire du Secrétaire général sur les activités de l'UIP depuis la 200<sup>ème</sup> session du Conseil directeur

### b) Rapports annuels des Membres

#### Rapports des Membres de l'UIP sur les mesures prises comme suite aux résolutions, Assemblées et autres initiatives de l'UIP

*Conformément aux Statuts de l'UIP, tous les Membres et Membres associés de l'UIP sont tenus de soumettre un rapport annuel sur les suites qu'ils donnent aux résolutions et décisions de l'UIP (Article 6). Les chefs de délégation doivent aussi soumettre un rapport à leur parlement national après chaque Assemblée statutaire sur le travail entrepris et les résultats de l'Assemblée (Article 7).*

*Cependant, les Membres de l'UIP n'ont été que 30 à 40 pourcent à le faire ces dernières années. De plus, très peu d'entre eux transmettent au Secrétariat les renseignements nécessaires au sujet des rapports qu'ils soumettent à leur propre parlement après chaque Assemblée (moins de 5 %).*

*Lors de la 136<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP à Dhaka, cette question a fait l'objet d'un débat le 1<sup>er</sup> avril, à la Réunion conjointe des Présidents des Commissions permanentes et des Présidents des groupes géopolitiques, dans le but de définir une procédure plus efficace pour les rapports. Ces derniers ont décidé, pour commencer, de limiter le nombre des répondants (cinq parlements désignés par chaque groupe géopolitique, plus les autres Membres qui souhaiteraient répondre volontairement). Etant donné les résultats prometteurs du projet pilote pour 2017 (taux de réponse de 60 pourcent), les Membres de l'UIP pourraient mettre en place une procédure plus structurée et simplifiée, sur le principe de la rotation.*

Pour les rapports de 2017, les groupes géopolitiques de l'UIP se sont engagés à désigner au minimum cinq parlements de leur région qui répondront à un questionnaire sur les suites parlementaires données aux résolutions et autres décisions adoptées par l'UIP au cours des trois dernières années.

Un questionnaire sur les suites données par les parlements à une ou plusieurs résolutions et décisions de l'UIP, adoptées entre mars 2014 et avril 2017, a été envoyé aux 30 Membres sélectionnés en juin 2017. Il consiste en une enquête courte (deux pages), simple et facile à remplir, avec des questions à choix multiples dans la plupart des cas. Les répondants étaient également invités à donner des exemples de bonnes pratiques. Les parlements ont été choisis d'après les suggestions faites par les Présidents des six groupes géopolitiques. Tous les autres Membres étaient aussi invités à répondre au questionnaire s'ils le souhaitaient.

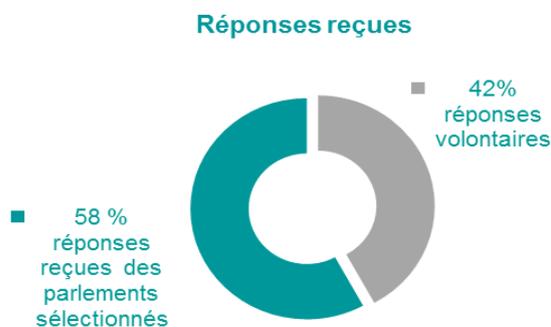
Sur les 30 parlements sélectionnés, 19 ont fait parvenir leur réponse au Secrétariat de l'UIP, soit 63 pourcent. Les Membres qui ont répondu sont :

- Groupe africain : **Burundi, Nigéria, Ouganda**
- Groupe arabe : **Emirats arabes unis, Oman**
- Groupe Asie-Pacifique : **Indonésie, Iran (République islamique d'), Japon, Mongolie, Viet Nam**
- Groupe Eurasie : **Fédération de Russie**
- Groupe de l'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC) : **Argentine, Chili, Mexique, Pérou, Uruguay**
- Groupe des Douze Plus : **Canada, Finlande, Suède.**

En outre, 14 réponses volontaires ont été reçues :

- Groupe africain : **Zimbabwe**
- Groupe arabe : **Koweït**
- Asie-Pacifique : **Fidji, Myanmar, Thaïlande**
- GRULAC : **Brésil**
- Groupe des Douze Plus : **Allemagne, Australie, Belgique, Chypre, ex-République yougoslave de Macédoine, Grèce, Luxembourg, Nouvelle-Zélande**

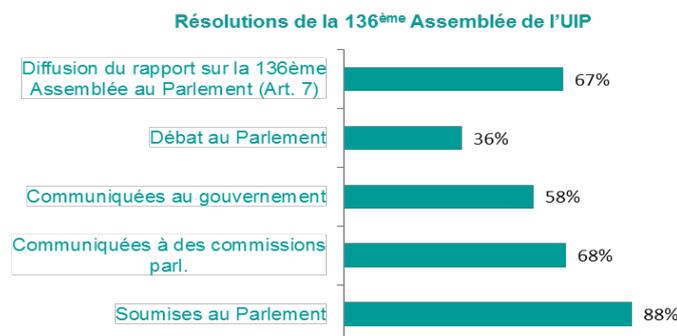
### Résultats de l'enquête



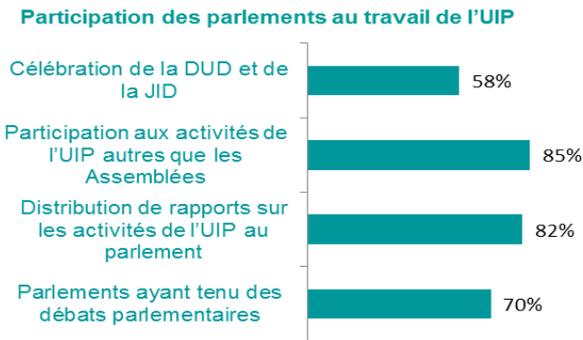
Les réponses apportent des informations qualitatives et quantitatives importantes sur le type de suites données par les parlements nationaux aux résolutions et autres initiatives des Assemblées de l'UIP.

Les réponses indiquent qu'en général gouvernements et parlements sont informés des résultats des réunions de l'UIP grâce aux rapports rédigés après les Assemblées.

En ce qui concerne les résolutions de la 136<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP (Dhaka 2017), 88 pourcent des répondants indiquent qu'ils ont soumis ces résolutions à leur parlement : 68 pourcent qu'ils en ont informé la commission parlementaire concernée ; 58 pourcent qu'ils les ont communiquées au gouvernement et 67 pourcent qu'ils ont soumis un rapport au parlement sur la participation de leur délégation parlementaire à l'Assemblée de Dhaka. Cependant, 36 pourcent seulement des parlements indiquent avoir tenu des débats sur les résultats de l'Assemblée.



Sur la participation des Membres au travail de l'UIP, les réponses montrent que 70 pourcent des parlements concernés ont tenu au moins un débat, au cours des cinq dernières années, sur cette question et que 82 pourcent d'entre eux ont distribué des rapports sur chaque activité de l'UIP à laquelle leur parlement a participé. 85 pourcent des parlements qui ont répondu à l'enquête ont assisté à au moins une activité de l'UIP (séminaire, atelier, audition, etc.) en plus des Assemblées statutaires, et 58 pourcent indiquent qu'ils ont l'intention de célébrer, en 2017, le 20<sup>ème</sup> anniversaire de la Déclaration universelle de la démocratie (DUD) et le 10<sup>ème</sup> anniversaire de la Journée internationale de la démocratie (JID).

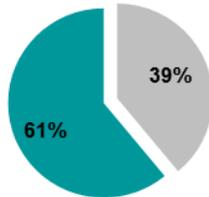


Plusieurs parlements ont donné des exemples de ce qu'ils font pour organiser leur participation au travail de l'UIP, pour préparer les Assemblées de l'UIP et pour diffuser l'information sur les activités de l'UIP. Comme ces exemples peuvent intéresser d'autres Parlements membres, on les trouvera dans l'Annexe 1.

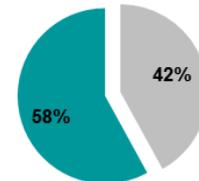
L'enquête montre aussi que les résolutions et les décisions de l'UIP ont inspiré des activités tangibles au sein des parlements, notamment des initiatives visant à créer et/ou modifier des lois.

A cet égard, environ 60 pourcent des parlements ayant répondu à l'enquête disent que plusieurs de leurs décisions ont été influencées, directement ou indirectement, par le travail de l'UIP au cours des cinq dernières années.

■ 61 % des répondants ont adopté des résolutions influencées par le travail de l'UIP

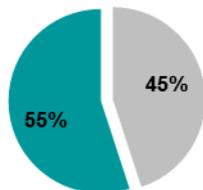


■ 58 % des répondants ont pris des mesures spécifiques suite à des décisions du CDHP



En outre, plus de la moitié des parlements qui ont répondu (58 %) indiquent avoir pris des mesures spécifiques suite aux décisions du Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP (CDHP).

■ 55 % des répondants ont soumis des questions parlementaires touchant au travail de l'UIP



Tandis que 55 pourcent de parlements indiquent que des questions ont été posées, au parlement, en relation au travail de l'UIP.

### Exemples de coopération parlementaire avec l'ONU

Plus de la moitié des répondants (54 %) indiquent qu'ils coopèrent avec les Nations Unies et effectuent une large gamme d'activités conjointes avec les équipes de pays des Nations Unies qui les concernent. Voici quelques exemples de cette coopération qui méritent d'être signalés :

- Deux membres du Parlement australien assistent à l'Assemblée générale de l'ONU chaque année.

- Au Brésil, ONU Femmes et le Secrétariat des Femmes de la Chambre des députés brésilienne ont publié conjointement des documents, notamment la carte 2015 des *Femmes en politique* de l'UIP, en portugais. Les deux Chambres du Parlement tiennent des réunions régulières avec les agences de l'ONU.
- Au Chili, aux Fidji et en Uruguay, des parlementaires ont participé à des ateliers et des séminaires sur, entre autres, l'égalité des sexes, les droits de l'homme, la protection de l'environnement et l'énergie, organisés par les équipes de pays de l'ONU.
- La Chambre des représentants indonésienne a collaboré étroitement avec le PNUD à l'élaboration d'un guide parlementaire sur le contrôle lors de la définition et de la mise en œuvre des Objectifs de développement durables (ODD). La Chambre organise des événements conjoints avec l'ONU pour marquer la Journée internationale des femmes et œuvre également de concert avec le bureau local du HCR sur les questions de protection des réfugiés.
- Plusieurs hauts responsables de l'ONU ont été invités à s'adresser au Sénat mexicain et à tenir des entretiens avec des commissions parlementaires spécialisées dans des questions d'intérêt commun, comme l'accès des femmes aux responsabilités, les droits de l'homme, la protection des réfugiés, la prévention du trafic de drogues, etc. Des parlementaires mexicains ont rencontré les équipes de pays de l'ONU à plusieurs reprises, ainsi que des détenteurs de mandats spéciaux de l'ONU en visite dans le pays.
- Le Parlement de la Mongolie, mène actuellement un projet conjoint avec l'équipe de pays de l'ONU, visant à renforcer la gouvernance locale.
- En novembre 2015, le Congrès du Pérou a organisé, avec le soutien de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le sixième Forum du Front parlementaire contre la faim en Amérique latine et aux Caraïbes.
- En mars 2017, le Parlement ougandais et l'UIP ont, conjointement et avec le soutien financier et technique du PNUD, organisé un *Séminaire régional sur les Objectifs de développement durable pour les parlements d'Afrique subsaharienne*.

### **Exemples de bonnes pratiques au niveau national**

De nombreux parlements ont également donné des exemples de la manière dont l'UIP influe sur leur travail au niveau national, ainsi :

- En Belgique, la Chambre des représentants a adopté une résolution sur les priorités de la Belgique lors de la Conférence Climat 2015 de l'ONU (COP 21) et, en avril 2017, le Sénat a adopté une résolution sur le renforcement de l'autonomie financière des femmes dans les pays en développement. Ces deux résolutions font référence au travail de l'UIP sur ces thèmes.
- Au Canada, une loi instaurant l'égalité des sexes a été soumise au Parlement en 2016. L'initiateur de ce texte a profité des Assemblées de l'UIP pour consulter divers Membres de l'UIP et leur demander des commentaires sur sa proposition.
- Au Chili, un parlementaire a été désigné comme membre du Conseil national pour la mise en œuvre des ODD, au côté de représentants des ministères concernés. Le principal objectif du Conseil est de définir des actions possibles, notamment en matière législative, visant à mieux respecter les ODD.
- En Indonésie, un groupe de travail spécialisé, constitué de parlementaires, a été mis en place pour exécuter les tâches parlementaires touchant à la réalisation des ODD.
- Au Japon, un groupe parlementaire bipartisan a été créé en février 2015 pour accroître la représentation des femmes au parlement. Ce groupe a joué un rôle central dans la présentation, en 2016, d'un projet de loi visant à renforcer l'égalité des sexes en politique. Les données comparatives de la carte de l'UIP sur les femmes en politique ont été une source d'information précieuse pour le travail de ce groupe parlementaire.
- Ayant participé aux Assemblées de l'UIP et aux réunions de son Forum des Jeunes parlementaires, les délégués koweïtiens sont devenus des avocats actifs de la participation des jeunes, prônant des réformes réelles dans des domaines étroitement liés à la jeunesse, comme les sports et l'éducation.

- Suite aux débats et décisions de la 133<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, en octobre 2015, le Sénat du Mexique a présenté un projet de loi visant à modifier la loi sur les migrations, de manière à l'adapter aux normes internationales relatives aux droits de l'homme et au droit humanitaire international.
- La Chambre de Nouvelle-Zélande a adopté une motion, en novembre 2016, sur la situation humanitaire très grave en Syrie, inspirée de la résolution adoptée sur le même sujet par la 135<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP en octobre 2016.
- En Fédération de Russie, la mise en œuvre depuis quelques années du *Plan d'action pour des parlements sensibles au genre* de l'UIP a permis d'accroître le nombre des femmes dans la Chambre haute (de 10 à 17 pourcent), notamment à des responsabilités élevées.
- En 2015, le Parlement de l'Ouganda a promulgué la Loi relative à la gestion des finances publiques, disposant que le budget national doit répondre aux besoins des hommes comme à ceux des femmes, des garçons et des filles, des personnes handicapées et celles soumises à d'autres formes de désavantages ou de discriminations.
- Au Royaume-Uni, deux parlementaires qui avaient participé à l'Audition parlementaire annuelle de 2017 aux Nations Unies sur la préservation des océans dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, ont, dès le retour au Royaume-Uni, lancé une campagne résolue sur l'ODD 14, posant plusieurs questions aux ministères britanniques concernés. L'un d'entre eux est devenu membre de la Commission nationale de l'environnement qui a rédigé un rapport sur les zones marines protégées en avril 2017. Ils ont également lancé un débat au Parlement sur la nécessité de protéger les océans.

La liste complète des bonnes pratiques figure en Annexe 2.

### **Mesures prises par les Membres associés**

Des Membres associés ont également rédigé des rapports sur les mesures prises en relation avec le travail de l'UIP, et qui ont eu un impact direct ou indirect sur des parlements nationaux. Ainsi, l'Assemblée interparlementaire des pays membres de la Communauté des Etats indépendants (AIP CEI) prépare une conférence, à Saint-Pétersbourg, consacrée à la JID, avec la participation des parlements membres, des autorités régionales et municipales, d'universitaires, de médiateurs, de la société civile et des médias. En outre, l'AIP CEI a traduit en russe l'outil d'auto-évaluation de l'UIP, intitulé *Les ODD à l'usage des parlements*. La publication de l'UIP intitulée *Droits de l'homme : Guide à l'usage des parlementaires*, fait l'objet d'un débat dans deux commissions permanentes de l'AIP CEI – la Commission des affaires politiques et de la coopération internationale et la Commission de la politique sociale et des droits de l'homme.

Le Parlement de l'Amérique latine et des Caraïbes (PARLATINO) a fait savoir qu'il a organisé en décembre 2016, et accueilli conjointement avec l'UIP, un *Séminaire régional sur les Objectifs de développement durable*. Les participants y ont échangé des idées sur les perspectives et les difficultés liées à la réalisation des ODD. Ils se sont engagés à faire usage de l'outil d'auto-évaluation de l'UIP chacun dans son pays. Ils ont également estimé qu'il faudrait adopter une résolution parlementaire sur les ODD dans chaque parlement, sur le modèle de résolution de l'UIP concernant les suites données aux ODD. Un second séminaire régional sur le même sujet devrait avoir lieu en novembre 2017.

### **Nouvelle procédure pour les rapports**

Les résultats des rapports 2017 étant prometteurs, les Membres de l'UIP pourraient mettre en place une procédure plus structurée, comme suit :

1. Tous les Membres de l'UIP soumettraient des rapports périodiques, en moyenne une fois tous les quatre ans. Les Membres devant soumettre un rapport seraient désignés chaque année par rotation selon l'ordre alphabétique (d'où une plus grande prévisibilité sur l'échéance pour chaque Membre).

2. Le rapport périodique porterait sur l'action entreprise par chaque Parlement membre suite à une ou plusieurs résolutions ou décisions de l'UIP, depuis le dernier rapport du Membre concerné. Les rapports nationaux porteraient ainsi sur les suites données aux :
  - Résolutions des commissions permanentes ;
  - Résolutions relatives aux points d'urgence ;
  - Documents finaux du débat général ;
  - Décisions du Comité des droits de l'homme des parlementaires (CDHP) ;
  - Plans d'action (comme le *Plan d'action 2012 de l'UIP pour des parlements sensibles au genre*) ;
  - Initiatives du Forum des femmes parlementaires et du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP ;
  - Documents finaux des réunions spécialisées (comme les séminaires régionaux et nationaux) ;
  - Décisions des autres organes de l'UIP.
3. Outre les rapports obligatoires en vertu de la rotation, les Membres de l'UIP pourront aussi soumettre des rapports sur les mesures de suivi de manière volontaire.

Les groupes géopolitiques et le Comité exécutif contrôleraient la soumission des rapports, par rotation et conformément à ces modalités, et veilleraient à ce que les Membres de l'UIP s'acquittent de leurs obligations en la matière. Ce nouveau système serait en place et en vigueur pour tous les Membres à compter de mars 2018. Si le résultat est positif, les nouvelles modalités de soumission des rapports seraient inscrites dans les Statuts et Règlements de l'UIP.

En conséquence, les Membres qui auraient à soumettre des rapports au titre de 2018 seraient :

Groupe africain :

Algérie\*, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Comores\*\*, Congo, Côte d'Ivoire, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Tchad.

Groupe arabe :

Bahreïn, Egypte\*, Iraq, Jordanie, Koweït.

Groupe Asie-Pacifique :

Afghanistan, Australie\*, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, République populaire démocratique de Corée.

Groupe Eurasie :

Arménie, Bélarus.

GRULAC :

Bolivie, Brésil, Colombie, Costa Rica, Cuba.

Groupe des Douze Plus :

Albanie, Andorre, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Estonie, France, République tchèque.

\* pays appartenant à deux groupes géopolitiques et qui, aux fins d'élections au sein de l'UIP, ont choisi ce groupe

\*\* pays appartenant à deux groupes géopolitiques et qui n'ont pas exprimé de préférence aux fins des élections

**Exemples de pratiques nationales, ces cinq dernières années, concernant l'organisation du travail des groupes nationaux de l'UIP, leur préparation en vue des Assemblées de l'UIP et la diffusion des informations sur les activités de l'UIP**

Membre	Action	Résultats
<b>Allemagne</b>	Lors de la journée portes ouvertes du Bundestag en septembre, tous les parlementaires et les citoyens sont informés sur le travail de l'UIP et la JID.	Meilleure connaissance du travail de l'UIP pour tous les parlementaires et les citoyens.
<b>Argentine</b>	La Section diplomatie parlementaire du Sénat siège et prépare les réunions ordinaires touchant aux sujets et activités des Assemblées et autres manifestations futures de l'UIP. Ces réunions facilitent la préparation des documents nécessaires à chaque manifestation et privilégient les centres d'intérêt et la participation des parlementaires.	La délégation nationale reçoit des informations complètes avant d'assister aux Assemblées et manifestations de l'UIP, ce qui implique une participation plus coordonnée et des contributions bien documentées aux activités de l'UIP.
<b>Belgique</b>	<p>Le Bureau exécutif du Groupe belge de l'UIP organise une ou deux réunions avant chaque Assemblée de l'UIP.</p> <p>Les sujets généralement abordés portent sur une proposition de point d'urgence, la présentation d'amendements aux projets de résolution, des propositions éventuelles de thèmes et/ou de rapporteur pour des résolutions à venir des commissions permanentes, des candidatures à des postes vacants, qui prendra la parole au Débat général, etc.</p> <p>Le Groupe belge possède sa propre page sur le site Internet du Parlement fédéral belge.</p> <p>Cette page bilingue donne des informations générales sur l'UIP, sur le Groupe belge de l'UIP et ses activités, notamment sur les nombreux groupes d'amitié bilatéraux du Parlement fédéral qui sont également gérés par le Groupe belge de l'UIP.</p> <p>Cette page présente aussi les publications récentes de l'UIP et les réunions prochaines de l'UIP susceptibles d'intéresser le Parlement belge.</p>	<p>Ces cinq dernières années, la Belgique a :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- proposé des points d'urgence lors de trois Assemblées récentes (131<sup>ème</sup>, 132<sup>ème</sup> et 136<sup>ème</sup>), tous adoptés ;</li> <li>- proposé six points pour une résolution de Commission permanente, dont cinq ont été adoptés avec un rapporteur belge. Le sixième point a été repris plus tard comme thème pour une réunion-débat au cours de laquelle le rapporteur proposé était l'un des orateurs principaux ;</li> <li>- a été représentée dans divers organes élus/subsidiaires de l'UIP</li> </ul> <p>Les parlementaires sont mieux informés sur les activités et les décisions de l'UIP.</p> <p>La page Internet est essentiellement utilisée par les membres du Parlement fédéral belge et d'autres partenaires (comme les ambassades de pays membres d'un groupe d'amitié bilatéral).</p>

	<p>En 2017, le Groupe belge de l'UIP a commencé à transmettre les décisions du CDHP de l'UIP au Président du Groupe d'amitié parlementaire bilatéral du pays concerné, le priant explicitement d'assurer le suivi des décisions.</p>	<p>Les cas soumis au CDHP bénéficient d'une plus grande visibilité et les décisions de droits de l'homme sont transmises aux autorités concernées. Le principe de solidarité parlementaire est mis en pratique afin de protéger et défendre les droits de l'homme des parlementaires menacés.</p>
	<p>Les décisions du Comité sont aussi transmises directement au bureau du pays concerné au Ministère des affaires étrangères belge, ainsi qu'au bureau du Ministre des affaires étrangères.</p>	<p>Le Sénat belge a reçu au moins une réponse de la part d'un Ministre étranger sur les mesures prises à propos d'un cas de droits de l'homme dans le pays concerné.</p>
<b>Brésil</b>	<p>Le Groupe brésilien de l'UIP traduit régulièrement les documents reçus de l'UIP (convocations, ordres du jour, etc.) et coordonne des réunions, dans les deux chambres, avec les parlementaires qui doivent participer aux réunions et manifestations de l'UIP.</p>	<p>Les délégations nationales qui participent aux Assemblées et manifestations de l'UIP sont mieux informées sur le travail de l'Organisation.</p>
	<p>En 2016, le Groupe brésilien a été invité à participer au 1<sup>er</sup> Forum des bibliothèques numériques au Sénat fédéral et à présenter le Rapport 2016 de l'UIP sur l'e-Parlement.</p>	<p>Le travail de l'UIP a plus de visibilité au Parlement et auprès des citoyens en général.</p>
<b>Canada</b>	<p>La délégation nationale tient des séances d'information pendant les Assemblées de l'UIP afin de débattre des diverses réunions et de définir ses positions sur les questions concernant l'UIP. Les commentaires sur les projets de résolution et les amendements proposés sont communiqués à tous les membres de la délégation. Les réactions sont reçues et font l'objet d'un débat jusqu'à ce qu'un consensus se dessine au sein de la délégation.</p>	<p>Une meilleure connaissance du travail de l'UIP pour tous les membres de la délégation. Une meilleure coordination des contributions de la délégation.</p>
	<p>La délégation tient une réunion avec les services compétents du gouvernement avant chaque Assemblée de l'UIP, pour information sur les divers sujets devant être abordés à l'Assemblée.</p>	<p>Des délégués mieux préparés et plus engagés.</p>
<b>Chili</b>	<p>Une page Internet est consacrée aux activités des parlementaires à chaque réunion de l'UIP. Le Groupe de l'UIP rédige également un rapport sur chaque activité.</p>	<p>Tous les citoyens ont accès à l'ordre du jour des réunions de l'UIP, aux sujets abordés et aux résultats.</p>
<b>Chypre</b>	<p>Le Groupe de l'UIP tient des réunions de coordination sur les sujets et activités des prochaines Assemblées de l'UIP.</p>	<p>Meilleure coordination entre les membres de la délégation nationale et meilleure répartition des tâches et thèmes à traiter.</p>
<b>Emirats arabes unis</b>	<p>Le Groupe des EAU tient des réunions régulières avec les commissions parlementaires concernées des Emirats après chaque Assemblée de l'UIP. Il leur transmet également les résolutions et décisions de l'UIP et assure le suivi des propositions faites par la délégation nationale lors des réunions de l'UIP.</p>	<p>Les commissions parlementaires sont informées des débats tenus lors des Assemblées de l'UIP ainsi que des décisions susceptibles d'influer sur leur travail au niveau national. Les propositions faites par la délégation aux réunions de l'UIP font l'objet d'un suivi au Parlement après chaque manifestation.</p>

<p><b>Fédération de Russie</b></p>	<p>Un membre du Groupe russe à l'UIP présente un rapport à la plénière du Conseil de la Fédération sur l'action du Groupe à l'Assemblée de l'UIP. Le rapport est présenté immédiatement après la fin de chaque Assemblée de l'UIP.</p> <hr/> <p>Le Groupe national à l'UIP rencontre des ONG, des universitaires et des chercheurs avant les Assemblées de l'UIP.</p>	<p>Tous les parlementaires sont informés des débats tenus aux Assemblées de l'UIP.</p> <hr/> <p>Les délégations aux Assemblées de l'UIP sont mieux informées et peuvent coordonner leur position sur les questions devant être traitées lors des manifestations de l'UIP. La position nationale tient compte des contributions des chercheurs et de la société civile.</p>
<p><b>Fidji</b></p>	<p>A son retour d'une manifestation de l'UIP, la délégation tient un atelier de travail visant à informer tous les parlementaires sur les questions traitées et les résultats obtenus.</p>	<p>Les parlementaires sont mieux informés des principales questions traitées et, plus généralement, du travail de l'UIP.</p>
<p><b>Finlande</b></p>	<p>Tous les parlementaires sont membres du Groupe finlandais de l'UIP et toutes les formations parlementaires sont représentées au Conseil du Groupe. Les membres du Conseil participent activement aux Assemblées de l'UIP. L'attribution des postes au sein de la délégation est proportionnelle à la représentation des partis au Parlement.</p>	<p>Tous les groupes de partis ont un certain niveau d'information sur le travail de l'UIP et les idées de chacun d'entre eux sont prises en compte dans la position du Parlement.</p>
<p><b>Grèce</b></p>	<p>Une coopération étroite a été instaurée entre les membres de la Commission parlementaire permanente spéciale chargée de la protection de l'environnement et le Ministère de l'environnement, afin de préparer la contribution de la Grèce à la Conférence annuelle sur les changements climatiques et à sa réunion parlementaire connexe.</p> <hr/> <p>Des communiqués de presse sont publiés sur le site du Parlement hellénique et distribués aux médias nationaux avant la participation d'une délégation à une réunion de l'UIP, ainsi qu'à la fin d'une mission.</p>	<p>Les parlementaires participent activement à la définition de la position nationale sur les changements climatiques ; une perspective parlementaire enrichit à la contribution nationale.</p> <hr/> <p>Les citoyens peuvent consulter l'ordre du jour des réunions de l'UIP, les questions débattues et les résultats.</p>
<p><b>Indonésie</b></p>	<p>La Commission de la coopération interparlementaire de la Chambre des représentants indonésienne tient régulièrement des réunions préparatoires avec la délégation nationale aux Assemblées de l'UIP. Des orateurs appartenant aux services du gouvernement ou à des organisations non gouvernementales concernées sont également invités à parler des sujets abordés dans les débats généraux, les commissions permanentes et autres réunions des Assemblées générales de l'UIP.</p>	<p>Les délégations aux Assemblées de l'UIP sont mieux informées et coordonnent plus efficacement leur action sur les questions devant être débattues dans les réunions de l'UIP. La position du Parlement tient compte des contributions du gouvernement et de la société civile.</p>

<b>Iran (République islamique d')</b>	Le Président du Groupe iranien à l'UIP soumet les résolutions et décisions de chaque Assemblée de l'UIP au Président du Parlement, dans la semaine suivant la fin des Assemblées. Le Président du Parlement envoie le rapport de chaque commission permanente de l'UIP aux commissions permanentes concernées pour information et action éventuelle.	Les résolutions et décisions de l'UIP sont communiquées aux commissions parlementaires concernées.
<b>Koweït</b>	L'Assemblée nationale du Koweït désigne une équipe de médias, chargée d'accompagner sa délégation aux Assemblées et autres réunions de l'UIP et d'informer sur les activités au jour le jour lors de ces manifestations.	Meilleure information sur l'importance de la participation des délégations de l'Assemblée nationale du Koweït aux Assemblées de l'UIP et autres réunions parlementaires internationales.
<b>Luxembourg</b>	Le 21 juin 2017, des délégués à la Conférence parlementaire sur l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont participé à une audition publique du Parlement sur l'avenir du libre-échange et le travail de l'OMC.	Tous les parlementaires et les citoyens ont été informés sur l'ordre du jour de cette réunion particulière de l'UIP, sur les questions traitées et les résultats.
<b>Mexique</b>	Le Groupe mexicain à l'UIP tient des réunions régulières avec la délégation parlementaire aux Assemblées de l'UIP. Il discute des sujets et activités inscrits aux prochaines Assemblées et réunions de l'UIP ainsi que de questions touchant au travail de l'Organisation. Les responsabilités et la participation des parlementaires à ces manifestations sont décidées lors de ces réunions.	La délégation parlementaire à une Assemblée ou réunion de l'UIP est mieux informée et bénéficie d'une meilleure coordination sur les sujets à traiter.
	Le Centre d'études internationales du Sénat tient les parlementaires informés des activités de l'UIP.	Les parlementaires sont informés des discussions tenues dans les Assemblées et réunions de l'UIP. Ils sont également informés longtemps à l'avance des activités prochaines de l'Organisation, ce qui leur permet d'indiquer s'ils souhaitent y participer et de bien préparer leurs contributions.
<b>Oman</b>	Les délégations aux Assemblées de l'UIP ont tenu plusieurs réunions bilatérales au cours de chacune de ces Assemblées.	Les relations interparlementaires sont renforcées.
<b>Ouganda</b>	Un dossier a été créé pour toutes les résolutions de l'UIP sur l'intranet du Parlement de l'Ouganda. Il a été placé aux côtés d'autres documents importants tels que la Constitution ougandaise et le Règlement intérieur du Parlement. Les résolutions de l'UIP sont également téléchargées sur l'iPad de chaque parlementaire.	Les parlementaires et le personnel du Parlement peuvent facilement consulter les résolutions de l'UIP pendant le processus législatif.

	Les membres du Groupe de l'UIP sont tenus de fournir les résolutions pertinentes de l'UIP aux commissions auxquelles ils appartiennent (l'essentiel du travail législatif est effectué en commission).	Les résolutions de l'UIP sont surtout intégrées pendant les délibérations et lors du travail législatif des commissions. Les autres parlementaires sont informés des débats tenus lors des Assemblées de l'UIP, et des décisions qui y sont prises, pendant les délibérations des commissions nationales pertinentes.
<b>Suède</b>	La délégation suédoise à l'UIP soumet un rapport au Parlement, par l'intermédiaire de la Commission des affaires étrangères, sur toutes ses activités, notamment sur sa participation aux Assemblées de l'UIP. La Chambre débat du rapport et des résultats de l'Assemblée.	Tous les parlementaires sont mieux informés des débats et décisions des Assemblées de l'UIP.
	Des séminaires d'information sur le travail de l'UIP sont organisés deux fois par an au sein du Parlement.	Les parlementaires sont mieux informés sur les activités de l'UIP et la manière dont elles peuvent leur servir dans leur travail quotidien.
	Des parlementaires membres de la délégation à l'UIP posent des questions aux ministres concernés sur les questions examinées lors des Assemblées de l'UIP.	Les parlementaires sont informés des débats tenus dans les Assemblées de l'UIP et les ministres concernés répondent à des questions sur l'exécution des décisions de l'UIP et doivent rendre des comptes à cet égard.
<b>Thaïlande</b>	Avant d'assister à une Assemblée de l'UIP et à sa réunion connexe, la délégation nationale tient plusieurs réunions préparatoires. Les services concernés du gouvernement y sont invités et donnent les informations et contributions nécessaires.	La délégation reçoit, de la part des services compétents du gouvernement, des informations utiles, précises et de première main sur les sujets à traiter, de manière à remplir sa fonction lors des Assemblées de l'UIP.
	Les rapports sur la participation et les activités de la délégation thaïlandaise aux Assemblées de l'UIP et leurs réunions connexes sont publiés sur le site du Parlement. En outre, ces rapports sont distribués à tous les parlementaires et services concernés du gouvernement.	Les parlementaires et les responsables du gouvernement sont informés des débats tenus et des décisions prises lors des Assemblées de l'UIP.
	La délégation thaïlandaise essaie de rencontrer autant de délégations étrangères que possible lors des Assemblées de l'UIP.	Les relations interparlementaires sont renforcées. Les entretiens bilatéraux lors des Assemblées de l'UIP favorisent les échanges et les visites ultérieurs.

## Exemples de mesures prises par les parlements au cours des cinq dernières années, comme suite au travail de l'UIP

Membre	Résolution/décision/publication/activité de l'UIP	Mesure prise par le Parlement
Belgique	<i>La liberté des femmes de participer pleinement aux processus politiques, en toute sécurité et en toute indépendance : établir des partenariats hommes-femmes pour atteindre cet objectif</i> Résolution (135 <sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, Genève, octobre 2016)	En mai 2017, un membre de la Chambre a soumis une question écrite à un ministère concerné, demandant ce qu'il en était de la recommandation de la résolution relative à la fixation d'un délai pour la réalisation de la parité au Parlement belge.
	Décisions publiques du CDHP. Carte des violations des droits de l'homme des parlementaires (publication annuelle).	En janvier 2015, un membre de la Chambre a soumis une question parlementaire inspirée des statistiques sur les cas examinés par le CDHP de l'UIP en 2014 et il a demandé au Ministre compétent d'agir dans certains cas.  En juin 2015, le groupe d'amitié du Parlement fédéral pour la Palestine a organisé un séminaire sur le sort des détenus palestiniens en Israël, notamment les parlementaires palestiniens emprisonnés. Le séminaire a accueilli plus de 80 participants, dont des parlementaires belges (membres des parlements régionaux et de communauté, membres belges du Parlement européen), des parlementaires palestiniens, des diplomates et des représentants de la société civile.
	Réunion parlementaire à l'occasion de la Conférence COP 21/CMP 11. Manifestation UIP (Paris, décembre 2015).	En novembre 2015, la Chambre des représentants a adopté une résolution définissant les priorités belges pour la COP 21 et reconnaissant l'importance d'une contribution parlementaire à la Conférence de the Paris.
	<i>Promouvoir le renforcement de la coopération internationale dans le cadre des ODD, notamment en favorisant l'inclusion financière des femmes comme moteur de développement</i> Résolution (136 <sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, Dhaka, avril 2017)	En avril 2017, le Sénat belge a adopté une résolution visant à <i>Renforcer l'autonomie financière des femmes dans les pays en développement</i> , qui fait spécifiquement référence à la résolution de l'UIP.

<b>Canada</b>	<i>Résolution sur l'adoption du Programme 2030 des Nations Unies</i>  Modèle de résolution parlementaire de l'UIP sur le suivi des ODD	Une motion sur le Programme 2030 demandant au Gouvernement du Canada de tenir compte des ODD en préparant ses projets de loi et en définissant ses politiques relatives au développement durable a été déposée au Sénat. La même démarche a été effectuée à la Chambre des communes (Déclaration de membre au titre de la règle 31 du Règlement intérieur). La résolution type de l'UIP sur cette question a servi de base à la proposition.
	<i>Plan d'action pour des parlements sensibles au genre de l'UIP</i> (127 <sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, Québec, 2012)	Présentation du projet de loi relatif à la <i>Semaine de l'égalité des sexes</i> en 2016. L'initiateur de ce texte a mis à profit les Assemblées de l'UIP pour consulter divers Membres de l'UIP sur sa proposition.
<b>Chili</b>	<i>Déclaration de Hanoi – Les Objectifs de développement durable : Passer des mots à l'action</i>  Document final du Débat général (132 <sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, Hanoi, avril 2015)	Un parlementaire a été désigné comme membre du Conseil national pour la mise en œuvre des ODD, aux côtés de représentants de divers ministères. Le principal objectif du Conseil est de définir des mesures possibles, notamment sur le plan législatif, visant à mieux se conformer aux ODD.
<b>Emirats arabes unis</b>	<i>Plan d'action pour des parlements sensibles au genre</i> (127 <sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, Québec, 2012)  Action de l'UIP en faveur de la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité dans la région.	En 2014, le Parlement a signé un accord de partenariat avec l'UIP portant sur la recherche parlementaire et l'accès des femmes aux responsabilités dans le monde arabe. Ce partenariat a permis de promouvoir la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies.
<b>Fédération de Russie</b>	<i>Le rôle du parlement dans le respect du principe de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats</i>  Résolution (136 <sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, Dhaka, avril 2017)	Une commission de la souveraineté de l'Etat et de la prévention des interventions dans les affaires intérieures de la Fédération de Russie a été créée au Conseil de la Fédération en juin 2017.
	<i>Plan d'action pour des parlements sensibles au genre de l'UIP</i> (127 <sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, Québec, 2012)  <i>Instaurer l'égalité entre hommes et femmes et mettre fin à la violence faite aux femmes</i> Document final du Débat général (131 <sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, Genève, 2014)	La mise en œuvre du <i>Plan d'action pour des parlements sensibles au genre</i> , ces dernières années, a permis d'augmenter le nombre des femmes parlementaires à la Chambre haute (de 10 à 17 pourcent), notamment à des postes élevés.  Une résolution intitulée <i>La liberté des femmes de participer pleinement aux processus politiques, en toute sécurité et en toute indépendance : établir des partenariats hommes-femmes pour atteindre cet objectif</i> a été adoptée par le Parlement en 2016.

	Résolutions adoptées par la 136 <sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP à Dhaka, avril 2017.	Le membre russe du Comité exécutif de l'UIP a informé le Conseil de l'Assemblée interparlementaire des pays membres de la Communauté des Etats indépendants (CEI) des résultats de la 136 <sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP.
<b>Fidji</b>	Séminaire pour les parlements du Pacifique : <i>Réaliser les Objectifs de développement durable dans une perspective des droits de l'homme.</i>  Manifestation UIP (Nadi, Fidji, novembre 2016)	Le Parlement a organisé une réunion nationale sur la réalisation des ODD, comme suite au Séminaire régional.
<b>Finlande</b>	Campagne de l'UIP pour célébrer la JID	La JID est célébrée chaque année au Parlement.
<b>Indonésie</b>	<i>Déclaration de Hanoï – Les Objectifs de développement durable : Passer des mots à l'action</i>  Document final du Débat général (132 <sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, Hanoï, avril 2015)	Un groupe de travail spécialisé, constitué de parlementaires, a été chargé d'effectuer les tâches parlementaires nécessaires à la réalisation des ODD.
<b>Iran (République islamique d')</b>	Point d'urgence <i>Agir d'urgence au niveau international pour sauver des millions de personnes de la famine et de la sécheresse dans certaines parties de l'Afrique et au Yémen</i>  Résolution (136 <sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, Dhaka, avril 2017)	Création d'un groupe de travail parlementaire sur le Yémen pour assurer le suivi sur la question de la faim et de la famine, affectant notamment les femmes et les enfants dans ce pays.  La résolution de l'UIP a été examinée au Parlement et également avec les groupes d'amitié parlementaire africains.
<b>Japon</b>	<i>Plan d'action pour des parlements sensibles au genre de l'UIP</i> (127 <sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, Québec, 2012)  Carte des <i>Femmes en politique</i> (publication annuelle de l'UIP)	En février 2015, un groupe bipartisan a été créé à la Diète du Japon pour accroître la représentation des femmes au Parlement. Ce groupe a permis de présenter un projet de loi en 2016 visant à renforcer l'égalité des sexes en politique.
<b>Koweït</b>	<i>Rajeunir la démocratie, donner la parole aux jeunes</i> Document final du Débat général (134 <sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, Lusaka, mars 2016)  Travail de l'UIP sur les questions de la jeunesse	Après avoir participé aux Assemblées de l'UIP et aux réunions de son Forum des jeunes parlementaires, les délégués koweïtiens ont fortement soutenu la participation des jeunes, prônant des réformes réelles dans des domaines étroitement liés à la jeunesse tels que le sport et l'éducation.
<b>Luxembourg</b>	<i>Lignes directrices sur les services de recherche parlementaire</i>  Publication de l'UIP (2015)	Création de l'Unité de recherche de la Chambre des députés en 2017. L'Unité de recherche a fait de cet ouvrage de l'UIP l'un de ses principaux outils.

<b>Mexique</b>	<p><i>L'engagement impératif des parlements en faveur de migrations plus justes, plus sensées et plus humaines</i></p> <p>Document final du Débat général (133<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, Genève, octobre 2015)</p>	<p>En avril 2016, le Sénat mexicain a présenté un projet de loi visant à modifier la loi sur les migrations, afin de la rendre conforme aux normes internationales des droits de l'homme et au droit international humanitaire.</p>
	<p><i>Plan d'action pour des parlements sensibles au genre de l'UIP</i></p> <p>(127<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, Québec, 2012)</p>	<p>En 2016, le Sénat du Mexique a présenté un projet de loi visant à modifier la Constitution politique, de sorte que les actes de violence politique pour des raisons sexistes, commis sur un candidat, deviennent un motif légal d'invalidation de l'élection – au niveau fédéral ou local – de l'auteur d'agissements de cette nature.</p>
	<p><i>Déclaration de Hanoï – Les Objectifs de développement durable : Passer des mots à l'action</i></p> <p>Document final du Débat général (132<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, Hanoï, avril 2015)</p> <p><i>Les ODD à l'usage des parlements : un outil d'auto-évaluation</i></p> <p>Publication de l'UIP (2016)</p>	<p>Un groupe de travail a été créé au Sénat pour la réalisation des ODD au niveau national.</p>
<b>Nigéria</b>	<p><i>Plan d'action pour des parlements sensibles au genre de l'UIP</i></p> <p>(127<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, Québec, 2012)</p>	<p>Divers débats sur l'égalité des sexes ont été tenus au Parlement. Le nombre des femmes parlementaires a augmenté ces dernières années (de 3,7 pourcent en 2011 à 6,5 pourcent en 2015).</p>
<b>Nouvelle-Zélande</b>	<p><i>Déclaration de Hanoï – Les Objectifs de développement durable : Passer des mots à l'action</i></p> <p>Document final du Débat général (132<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, Hanoï, avril 2015)</p>	<p>Un débat parlementaire a été tenu en avril 2017 à la Chambre sur le rôle des parlements face à la nécessité d'agir d'urgence pour protéger le climat.</p>
	<p><i>La guerre et la situation humanitaire grave en Syrie, en particulier à Alep</i></p> <p>Résolution sur le point d'urgence (135<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, Genève, octobre 2016)</p>	<p>Une motion sur la situation humanitaire grave en Syrie a été adoptée par la Chambre en novembre 2016.</p>
<b>Ouganda</b>	<p><i>Instaurer l'égalité entre hommes et femmes et mettre fin à la violence faite aux femmes.</i></p> <p>Document final du Débat général (131<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, Genève, 2014)</p>	<p>En 2015, le Parlement ougandais a promulgué la <i>Loi relative à la gestion des finances publiques</i>, disposant que le projet de budget national doit répondre aux besoins des hommes comme à ceux des femmes, des garçons, des filles, des personnes handicapées ou qui souffrent d'autres formes de désavantages ou de discrimination.</p>

	<p><i>Communiqué de Quito</i> Document final du débat général (128<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, Quito, mars 2013)</p> <hr/> <p><i>Déclaration de Hanoï – Les Objectifs de développement durable : Passer des mots à l'action</i> Document final du Débat général (132<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, Hanoï, avril 2015)</p> <p><i>Les ODD à l'usage des parlements : un outil d'auto-évaluation</i> Publication de l'UIP (2016)</p>	<p>Un <i>Forum transpartis sur les ODD</i> a été mis en place pour coordonner les contributions législatives relatives à la réalisation des ODD. En septembre 2016, le Parlement a adopté une résolution sur la réalisation des ODD, stipulant que le gouvernement devra, une fois par an, présenter un rapport devant le Parlement sur les progrès en la matière.</p>
<b>Pérou</b>	Campagne de l'UIP pour célébrer la JID	La JID est célébrée chaque année au Parlement.
<b>Royaume-Uni</b>	<p><i>Déclaration de Hanoï – Les Objectifs de développement durable : Passer des mots à l'action</i> Document final du Débat général (132<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, Hanoï, avril 2015)</p> <p><i>Le monde bleu : préserver les océans, protéger la planète et assurer le bien-être des êtres humains dans le cadre du développement durable à l'horizon 2030</i> Manifestation UIP. Audition parlementaire 2017 au Siège des Nations Unies (New York, février 2017)</p>	Dès leur retour au Royaume-Uni, les deux parlementaires qui ont participé à l'audition parlementaire 2017, au siège des Nations Unies, ont lancé une campagne dynamique sur les l'ODD 14 et posé plusieurs questions aux ministres compétents. L'un d'entre eux a participé à la Commission de l'Audit national de l'environnement qui a rédigé un rapport intitulé <i>Marine Protected Areas Revisited</i> , publié en avril 2017. Ils ont également lancé un débat au Parlement sur la nécessité de protéger les océans.
<b>Thaïlande</b>	<p><i>Déclaration de Hanoï - Les Objectifs de développement durable : Passer des mots à l'action</i> Document final du Débat général (132<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, Hanoï, avril 2015)</p> <p><i>Les ODD à l'usage des parlements : Un outil d'auto-évaluation</i> Publication de l'UIP (2016)</p>	Un sous-comité chargé de la réalisation des ODD a été créé sous la tutelle de la Commission parlementaire des affaires étrangères à l'Assemblée législative nationale.
	Lettre du Secrétaire général de l'UIP pour une plus forte participation du Parlement à la rédaction des rapports adressés au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) et invitant les parlements à veiller à ce que des parlementaires fassent partie des délégations officielles qui présentent le rapport de l'Etat devant le Comité.	Un parlementaire faisait partie de la délégation nationale présentant le rapport au Comité de la CEDEF en 2017.

	Campagne de l'UIP pour la célébration de la JID.	Le Parlement organise des activités et des manifestations pour célébrer la JID.
Uruguay	L'action de l'UIP en faveur de la diplomatie parlementaire.	En mars 2013, le Parlement a organisé un séminaire public sur la diplomatie parlementaire, dont les actes ont été publiés. Le Secrétaire général de l'UIP de l'époque a été invité comme orateur principal.
	Campagne de l'UIP pour célébrer la JID.	Le Parlement célèbre chaque année la JID, en coopération avec la Bibliothèque du pouvoir législatif. La Poste nationale émet un timbre commémoratif pour marquer cette occasion.
Zambie	<p><i>Promouvoir le renforcement de la coopération internationale dans le cadre des ODD, notamment en favorisant l'inclusion financière des femmes comme moteur de développement.</i></p> <p><i>Le rôle du parlement dans le respect du principe de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats</i></p> <p><i>Agir d'urgence au niveau international pour sauver des millions de personnes de la famine et de la sécheresse dans certaines parties de l'Afrique et au Yémen (Point d'urgence)</i></p> <p>Résolutions (136<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, Dhaka, avril 2017)</p>	Comme suite aux résolutions adoptées lors de la 136 <sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, le Parlement zambien a envoyé des lettres à plusieurs ministres les invitant à agir en faveur de l'inclusion financière des femmes, pour la gestion des catastrophes découlant de la famine au Yémen et pour le principe de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats.
	<p><i>Séminaire interrégional sur le renforcement des capacités parlementaires et la poursuite de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable.</i></p> <p>Manifestation UIP (Beijing, septembre 2016)</p>	Comme suite au Séminaire interrégional de l'UIP, des parlementaires zambiens ont posé des questions orales aux ministères concernés sur l'avancement de la réalisation des ODD, de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Les parlementaires ont été informés des discussions tenues et des décisions prises lors du Séminaire. Les ministères concernés ont également interrogés sur la mise en œuvre des recommandations et résolutions de l'UIP.